

Les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 profitent à l'économie francilienne

L'activité économique francilienne ralentit, mais reste la plus dynamique de l'Hexagone

En 2024, l'activité économique francilienne, mesurée à l'aune des heures rémunérées par les employeurs, poursuit le ralentissement entamé en 2023. Le volume d'heures rémunérées augmente de 0,9 % entre 2023 et 2024 dans la région capitale, après +1,9 % entre 2022 et 2023. Cependant, l'Île-de-France est la région de France métropolitaine la plus dynamique avec la Corse (+0,9 %), devant la Bretagne et Provence-Alpes-Côte d'Azur (+0,7 % chacune). L'activité s'est essoufflée au cours de l'année 2024, passant de +1,5 % en glissement annuel en janvier à une stabilité en décembre ► **figure 1**. Après un rebond en juillet, l'activité ralentit sensiblement en fin d'année.

Le secteur tertiaire non marchand enregistre la croissance la plus vive (+1,7 %), suivi par le secteur tertiaire marchand (+1,1 %). Les segments les plus dynamiques sont les autres activités de services et l'hébergement et restauration, dont les volumes d'heures rémunérées augmentent respectivement de 4,8 % et 2,2 % sur un an. En lien avec la tenue

► Avertissement

En décembre 2023 et janvier 2024, dans le secteur de la construction, la variation des heures rémunérées n'est pas représentative de la variation de l'activité qu'elle est censée illustrer. Les heures rémunérées dans la construction sont, dans quasiment toutes les régions, par rapport au même mois de l'année précédente, en forte augmentation en décembre 2023 et en forte baisse en janvier 2024. Ces évolutions viennent du fait que, dans la construction, les congés des salariés ne sont pas rémunérés directement par l'employeur mais par des caisses indépendantes et ne sont donc pas pris en compte. Or, le positionnement des vacances scolaires a entraîné davantage de congés en janvier 2024 qu'en janvier 2023.

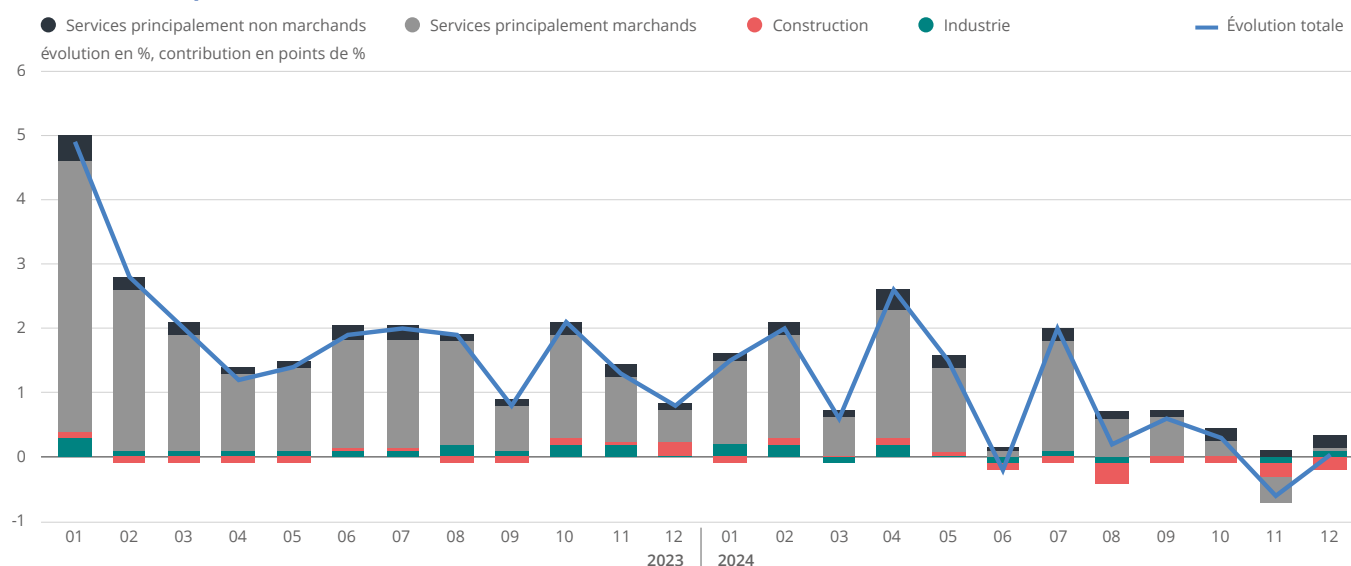
des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 (JOP), l'activité de certains secteurs accélère sensiblement : les activités créatives, artistiques et de spectacle (+14,7 %), la production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision ; enregistrement sonore et édition musicale (+9,6 %), les enquêtes et sécurité (+5,4 %) et la programmation et diffusion (+3,6 %) ► **encadré**. Au total, ces secteurs ainsi que l'hébergement et la restauration contribuent à expliquer deux tiers de la croissance d'ensemble. En revanche, l'activité dans la construction recule à nouveau, après la baisse entamée en 2023 (-1,3 % après -0,3 %). Enfin, l'activité dans l'industrie est atone (+0,3 %).

L'activité économique ralentit dans tous les départements, à l'exception des Yvelines où le volume d'heures rémunérées rebondit (+0,3 % après -0,6 % en 2023) et du Val-d'Oise où il accélère légèrement (+1,5 % après +1,3 %). Paris et la Seine-Saint-Denis restent dynamiques (respectivement +1,2 % et +1,1 %), devant la Seine-et-Marne, l'Essonne et les Hauts-de-Seine (+0,8 % chacun). Dans le Val-de-Marne, l'activité se replie (-0,3 % après +0,2 %).

L'emploi salarié ralentit fortement en 2024

En 2024, l'emploi salarié ralentit en Île-de-France pour la troisième année

► 1. Contributions sectorielles mensuelles à l'évolution des heures rémunérées par rapport au même mois de l'année précédente - Île-de-France



Note : Ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré.

Champ : Secteur privé hors secteur agricole.

Source : DSN, traitement Insee.

consécutive. Il n'augmente que de 0,2 % sur un an, bien en deçà de l'évolution annuelle moyenne des cinq dernières années (+1,3 %) ► **figure 2**. L'Île-de-France, regroupant 6,3 millions de salariés fin 2024, se situe à la quatrième place des régions métropolitaines où la situation de l'emploi évolue le plus favorablement, ex æquo avec l'Occitanie, derrière Provence-Alpes-Côte d'Azur (+0,4 %), la Corse (+0,4 %) et la Bretagne (+0,3 %). Les secteurs les plus dynamiques sont le tertiaire non marchand (+0,6 %) et l'industrie (+0,5 %). L'emploi ralentit fortement dans le tertiaire marchand (hors intérim) (+0,2 % après +1,1 %), en particulier dans les services aux entreprises, les services financiers et les transports et entreposage. Le recul s'amplifie dans l'information et communication et les services immobiliers. À l'image des heures rémunérées, l'emploi se contracte dans la construction, pour la première fois depuis 2016 (-1,2 %). Parallèlement, l'emploi intérimaire poursuit sa baisse (-2,9 %). L'apprentissage accélère légèrement en 2024 (+4,8 % après +4,1 %) et reste plus dynamique qu'au niveau national (+3,4 %).

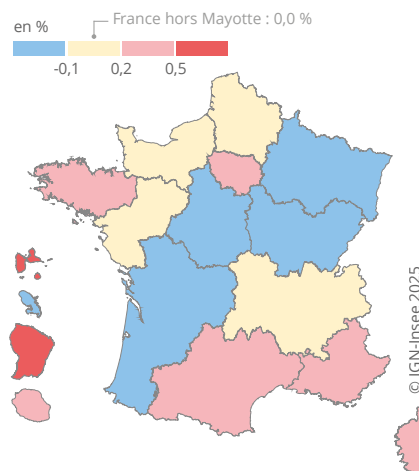
Au sein de la région francilienne, les évolutions d'emplois salariés sont contrastées. La Seine-Saint-Denis est le département le plus dynamique, l'emploi étant en hausse de 1,0 %. Il reste également bien orienté en Seine-et-Marne (+0,7 %). Il ralentit dans l'Essonne (+0,2 % après +1,1 %) et le Val-d'Oise (+0,8 % après +1,2 %). Il est quasi stable dans le Val-de-Marne (+0,1 % après -0,1 %), à Paris (-0,1 % après +1,0 %) dans les Hauts-de-Seine (-0,1 % après +1,2 %) et dans les Yvelines (-0,1 % après 0,0 %).

Le marché du travail continue de se dégrader

À la fin de l'année 2024, en Île-de-France, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente de 5,0 % par rapport à l'année précédente et celui des catégories B et C, ayant travaillé au cours du dernier mois, progresse de 2,4 %. Pour l'ensemble des catégories A, B et C, la tendance à la hausse est plus marquée qu'au niveau national (+4,0 % contre +1,8 % en France hors Mayotte).

Au sein de la région, les Hauts-de-Seine affichent la plus forte augmentation des demandeurs d'emploi en catégorie A et toutes catégories confondues, tandis que le Val-d'Oise enregistre la plus faible hausse. La demande d'emploi augmente significativement pour les moins de 25 ans et légèrement pour les 50 ans ou

► 2. Évolution régionale de l'emploi salarié total entre fin 2023 et fin 2024



Notes : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS en fin de trimestre. La variable est discrétisée par l'arrondi à la première décimale, ainsi l'intervalle « de -0,1 à moins de 0,2 » contient les valeurs (arrondies) -0,1 %, 0,0 % et 0,1 %.
Champ : Emploi salarié total ; France hors Mayotte.
Sources : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

plus, aussi bien en catégorie A que pour l'ensemble des catégories A, B et C.

Le taux de chômage en Île-de-France est quasi stable sur un an (-0,1 point) pour s'établir à 7,0 % de la population active à la fin de l'année. Le taux de chômage varie significativement d'un département francilien à l'autre : il est le plus faible à Paris (5,7 %) et dans les Hauts-de-Seine (6,1 %), et le plus élevé en Seine-Saint-Denis (10,2 %), département où cependant la baisse est la plus marquée avec le Val-d'Oise (-0,4 point).

En Île-de-France, les créations d'entreprises accélèrent

Le nombre de nouvelles entreprises enregistrées en Île-de-France augmente de 5,7 % en 2024, soit autant qu'au niveau national. Il s'agit d'une nette accélération par rapport à 2023 (respectivement +2,4 % et -1,0 %). Cependant, tout en étant la région la plus créatrice d'entreprises, l'Île-de-France se place au huitième rang des régions de France métropolitaine en matière d'évolution ► **figure 3**. La Bretagne est la région la plus dynamique (+7,9 %) suivie des Hauts-de-France (+7,8 %). Dans la région francilienne, l'augmentation est particulièrement portée par Paris et la Seine-Saint-Denis. Le statut de micro-entrepreneur demeure majoritaire parmi les nouvelles entreprises immatriculées. Après une reprise amorcée en 2023, le secteur du commerce,

transport, hébergement et restauration contribue toujours de manière importante à la croissance des créations (+11,5 %).

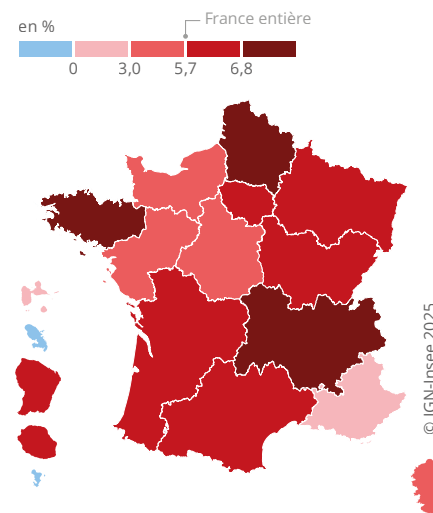
En 2024, le nombre de défaillances d'entreprises en Île-de-France augmente régulièrement tout au long de l'année, si bien que, sur l'ensemble de l'année, elles sont en hausse de 28,6 % par rapport à 2023, dépassant de nouveau le niveau prépandémique. Le contexte économique incertain, d'une part, et la fin des différents dispositifs de politiques publiques de soutien en trésorerie, d'autre part, entraînent une fragilisation d'un certain nombre d'entreprises. La hausse des défaillances est toutefois un peu moindre qu'en 2023 (+37,2 %).

La météo dégradée impacte plusieurs pans de l'économie francilienne

Après une nette accélération des prix à la consommation en France en 2022 liée notamment à la guerre en Ukraine, les prix sont restés relativement hauts en 2023. Cette dynamique s'inverse en 2024 où les prix ralentissent nettement. En effet, l'inflation s'établit à +2,0 % en moyenne annuelle, après +4,9 % en 2023 et +5,2 % en 2022. La baisse de l'inflation est tirée par la forte décélération des prix de l'alimentation et, dans une moindre mesure, par le ralentissement des prix de l'énergie.

L'année 2024 se distingue par un excédent pluviométrique qui a impacté

► 3. Évolution entre 2023 et 2024 du nombre de créations d'entreprises par région



Champ : France entière, y compris micro-entrepreneurs. Ensemble des activités marchandes non agricoles.
Source : Insee, SIDE.

la quantité et la qualité de la production agricole en Île-de-France, en particulier celles des betteraves et des céréales et oléoprotéagineux (COP). Le déclin de la production de COP couplé à la baisse des prix engendre une chute de la valeur de production régionale.

La fréquentation touristique a été marquée par le contexte singulier de l'année 2024, avec une météo pluvieuse, des élections législatives anticipées en pleine saison touristique ou encore le déplacement ou le report de certains événements comme l'arrivée du Tour de France, mais aussi en point d'orgue la tenue des Jeux Olympiques puis Paralympiques. La fréquentation dans les hébergements touristiques s'est repliée au cours des trois mois de juin à août, même si elle a été vive au cœur des Jeux. Elle a rebondi en fin d'année, marquée par la réouverture de la cathédrale Notre-Dame et bénéficiant d'un effet de rattrapage par rapport à la saison d'été. Au final, la fréquentation touristique dans les hébergements collectifs baisse de 1,7 % par rapport à 2023, en particulier dans les hôtels (-3,2 %), mais la progression des nuitées dans les meublés touristiques fait plus que compenser ce repli.

Le trafic aérien est resté dynamique. Après une forte reprise en 2022 et 2023 faisant suite à la pandémie, le nombre de passagers augmente encore en 2024 sur les lignes internationales et à bas coût. En revanche, il baisse sur les lignes nationales.

Les baisses des taux d'intérêt et des prix immobiliers relancent les ventes de logements neufs

Après avoir atteint leur niveau le plus élevé depuis 2012 en décembre 2023, les taux d'intérêt des crédits nouveaux à l'habitat diminuent tout au long de l'année 2024, passant ainsi de 3,63 % à 3,15 %. Parallèlement, les prix des logements neufs baissent légèrement. Ces éléments favorisent les ventes de logements neufs qui augmentent en 2024 (+1,1 %), et les stocks de logements disponibles à la vente diminuent en 2024 (-14,4 %), tout en restant à un niveau élevé. En revanche, les autorisations et mises en chantier de logements neufs continuent de baisser pour la deuxième année consécutive, mais plus modérément qu'en 2023. ●

Élisabeth Prevost (Insee),
en collaboration avec Aurélian Catana
(Choose Paris Region)

► Les Jeux Olympiques et Paralympiques génèrent une hausse d'activité dans plusieurs secteurs

L'année 2024 est caractérisée par une fréquentation touristique atypique. L'évolution mensuelle est négative sur l'ensemble des mois de janvier à septembre par rapport aux mêmes mois de 2023, à l'exception de mars notamment en raison du week-end de Pâques positionné à la fin du mois de mars en 2024. Le recul de fréquentation des hébergements touristiques est très marqué en juin et juillet. L'évolution devient à l'inverse nettement positive au cours du dernier trimestre. Au global le nombre de nuitées hôtelières a baissé de 3,2 % entre 2023 et 2024. À l'image de l'année, la saison touristique estivale a été globalement difficile avec une baisse des nuitées de 6,2 % entre avril et septembre par rapport à 2023. Cependant, les taux d'occupation journaliers des hôtels ont augmenté fortement durant la période des épreuves lors des Jeux Olympiques de Paris 2024 (10 points de plus en moyenne du 26 juillet au 11 août par rapport à la même période 2023) et plus modérément durant les épreuves paralympiques (+2 points du 28 août au 8 septembre). Cet effet positif a été particulièrement marqué à proximité des sites olympiques : le taux d'occupation a bondi de plus de 25 points en moyenne dans la zone de Plaine Commune (Stade de France, Centre Aquatique), de près de 19 points à Saint-Quentin-en-Yvelines et de plus de 15 points autour de Versailles Grand Parc. Par ailleurs, la durée moyenne de séjour a augmenté durant cette période, notamment en août (+0,3 jour par rapport à août 2023) [Biausque et al., 2024].

Mesurée à l'aune des heures travaillées, l'activité économique progresse dans certains secteurs en lien avec les Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP). Ces hausses contribuent fortement à l'évolution positive du volume d'heures rémunérées totale (à hauteur de 67 % de la croissance). C'est le cas des secteurs de l'hébergement et de la restauration qui connaissent un regain d'activité malgré un ralentissement (respectivement +3,7 % après +10,2 % et +1,9 % après +3,3 % sur un an) et qui contribuent respectivement à hauteur de 6 % et 11 % à la croissance francilienne globale. L'évolution est plus marquée entre janvier et mai dans l'hébergement (entre +4,8 % et +6,2 % par rapport au même mois un an plus tôt). Dans la restauration, une croissance plus vive s'observe en juillet et août (respectivement +2,6 % et +3,8 %). Par ailleurs, la présence accrue de personnel pour accueillir dans les meilleures conditions les touristes venus en Île-de-France pour assister aux Jeux a probablement été financée par des augmentations de prix. Cela ressort de l'analyse du chiffre d'affaires réalisé dans ces deux secteurs. Le chiffre d'affaires dans l'hébergement en Île-de-France, qui ne peut être appréhendé qu'à travers celui des entreprises mono ou quasi monorégionales, soit 79 % des entreprises franciliennes de l'hébergement, augmente de 3,5 % sur l'année, mais explose entre les mois d'août 2023 et 2024 (+24,1 %) après une baisse au mois de juin (-13,9 % sur un an). Dans la restauration, le chiffre d'affaires des entreprises mono ou quasi monorégionales (soit 85 % des entreprises) a progressé chaque mois de l'année (+8,6 % sur un an), en particulier en juillet (+11,1 %), en août (+11,5 %) et en novembre (+11,4 %).

D'autres secteurs d'activité ont bénéficié de la tenue des JOP dans la région. C'est le cas en particulier des secteurs des enquêtes et sécurité ; des activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises et des activités créatives, artistiques et de spectacle. Entre la cérémonie d'ouverture des JOP le 26 juillet le long de la Seine, qui a réuni plus de 80 chefs d'État et de gouvernement ainsi que plusieurs centaines de milliers de spectateurs, et l'accueil de plus de 12 millions de spectateurs sur l'ensemble des épreuves, les défis logistiques, d'organisation et de sécurité ont été nombreux. Les besoins accrus en matière de sécurité ont généré une forte croissance du volume d'heures rémunérées du secteur enquêtes et sécurité : +5,4 % sur un an avec un pic sur l'ensemble du troisième trimestre (+11,1 %). Par ailleurs, le volume d'heures rémunérées augmente de 5,6 % dans le secteur des activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises, en particulier en juillet et en août (respectivement +9,4 % et +8,3 %). Cette hausse de l'activité se reflète dans celle du chiffre d'affaires des entreprises mono ou quasi monorégionales du secteur (83 % des entreprises), qui grimpe de 15,3 % en juillet 2024 par rapport à juillet 2023. Si l'organisation des Jeux a fait appel à nombre de bénévoles pour orienter et accompagner les visiteurs, les entreprises organisatrices d'événements ont été également sollicitées. Les cérémonies d'ouverture et de clôture ont nécessité les travaux d'un ensemble de secteurs d'activité souvent bien en amont de la tenue des Jeux, et cela jusqu'à leur fin. C'est notamment le cas des activités créatives, artistiques et de spectacle où l'augmentation est de 14,7 % entre 2023 et 2024. La hausse des heures rémunérées s'observe pour ce secteur dès le début de l'année 2024 et s'est amplifiée pour atteindre +30,6 % entre les mois de juillet 2023 et 2024. L'activité dans la production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision ; enregistrement sonore et édition musicale est également plus dynamique en 2024 (+9,6 % après +0,1 %).

► Pour en savoir plus

- Druelle S., Gatepaille X., Goussot M., Moreau A., Oswalt N., Prevost É., Richel F., Tafial C., « [Les Jeux Olympiques et Paralympiques dynamisent l'économie francilienne au troisième trimestre 2024](#) », *Insee Conjoncture Île-de-France* n° 52, janvier 2025.
- Biausque V., Bihi A., Druelle S., « [Les Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 : une éclaircie dans une saison touristique particulièrement terne](#) », *Insee Analyses Île-de-France* n° 194, décembre 2024.

En France, le pouvoir d'achat des ménages a accéléré en 2024 mais le PIB a ralenti

Pas de reprise franche en zone euro, les décalages conjoncturels persistent

En 2024, l'activité aux États-Unis est restée soutenue (+2,8 % après +2,9 % en 2023), tandis que la zone euro n'a pas connu de réelle reprise (+0,8 %, après +0,6 % en 2023). Pourtant, en 2024, le commerce mondial a bien rebondi et le pouvoir d'achat des ménages européens a fortement accéléré à la faveur de la désinflation. Mais les exportateurs du Vieux Continent ont continué de perdre des parts de marché, englués dans des coûts de l'énergie prohibitifs et face à une concurrence chinoise exacerbée, tandis que les ménages européens ont préféré épargner leur surcroît de revenu, étouffant les espoirs d'une reprise rapide par la consommation.

Si l'économie espagnole a continué de tirer son épingle du jeu sur l'année (+3,2 % après +2,7 %), l'activité est restée à l'arrêt en Allemagne (-0,2 % après -0,1 %) et a ralenti en Italie (+0,5 % après +0,8 % en 2023). Depuis 2019, l'activité a progressé de 6,8 % en Espagne et de 4,2 % en France, portée dans les deux cas par le commerce extérieur et, sur le plan intérieur, par la consommation des ménages et des administrations publiques. Elle a progressé de 5,4 % en Italie, uniquement du fait de l'investissement des ménages en construction qui a été soutenu par d'importantes subventions de l'État, au prix d'un déficit public élevé. En Allemagne enfin, l'activité n'a pas progressé en cinq ans (+0,2 %), pénalisée notamment par le commerce extérieur ► **figure 4**.

En France, le PIB et l'emploi ont ralenti en 2024

En France, en 2024, l'activité a ralenti : le PIB (en volume) a progressé de 1,2 % en données brutes (+1,1 % en données corrigées des jours ouvrables), après une croissance de +1,4 % en 2023 (+1,6 % en données corrigées des jours ouvrables).

La production de services marchands augmente de 2,1 % en 2024 (après +2,7 % en 2023). L'année 2024 a été marquée par la tenue des Jeux Olympiques et

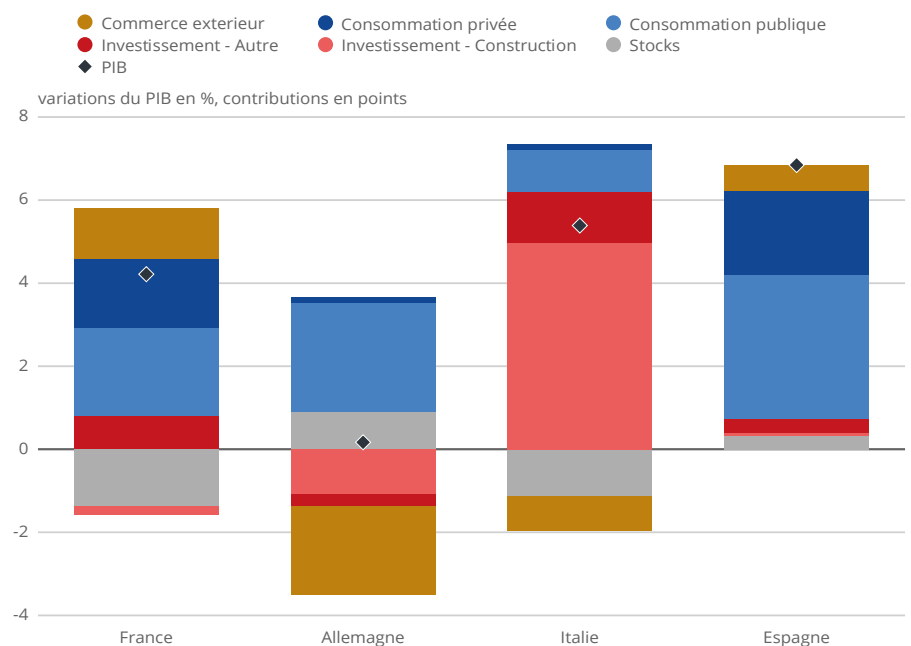
Paralympiques de Paris, qui ont dynamisé la production de services récréatifs, notamment via la vente des billets aux spectateurs. La production de services d'information-communication est également soutenue par cet événement, via la diffusion des signaux internationaux de radio et de télévision, mais continue néanmoins à ralentir (+3,4 % après +5,9 %). La production en services d'hébergement-restauration ralentit également, tout comme la production de services de transport : si ces secteurs ont pu ponctuellement bénéficier de la tenue des Jeux durant la fin de l'été, la saison touristique estivale a globalement été terne. Par ailleurs, la production en énergie augmente de nouveau, sous l'effet de la hausse de la production d'électricité des centrales nucléaires.

À l'inverse, la production agricole se replie (-2,4 %), sous l'effet d'une chute des productions céréalières et viticoles en raison de conditions climatiques défavorables. La valeur ajoutée de la branche agricole se replie de façon nettement plus marquée (-14,8 % en volume), les consommations

intermédiaires de la branche étant par nature moins volatiles que sa production. Les mauvaises récoltes ont ainsi ôté 0,2 point de croissance en 2024. La production manufacturière a également baissé (-0,9 %), pénalisée par la production d'automobiles, en forte baisse en 2024, en raison notamment de problèmes d'approvisionnement et de la transition vers l'électrique de plusieurs chaînes de production. Enfin, la production se replie également dans le secteur de la construction (-1,8 %).

En 2024, l'emploi salarié a nettement ralenti, se stabilisant sur un an en fin d'année (soit 6 000 créations nettes d'emploi entre fin 2023 et fin 2024) après une hausse de 0,6 % un an plus tôt (soit 159 000 créations nettes d'emploi entre fin 2022 et fin 2023). Le taux de chômage au sens du BIT s'est établi en fin d'année à 7,3 % de la population active, en légère baisse sur un an (il s'établissait à 7,5 % fin 2023). Il se situe légèrement au-dessus de son point bas de 7,1 %, atteint aux quatrième trimestre 2022 et premier trimestre 2023, et demeure nettement inférieur à son pic de mi-2015 (10,5 %).

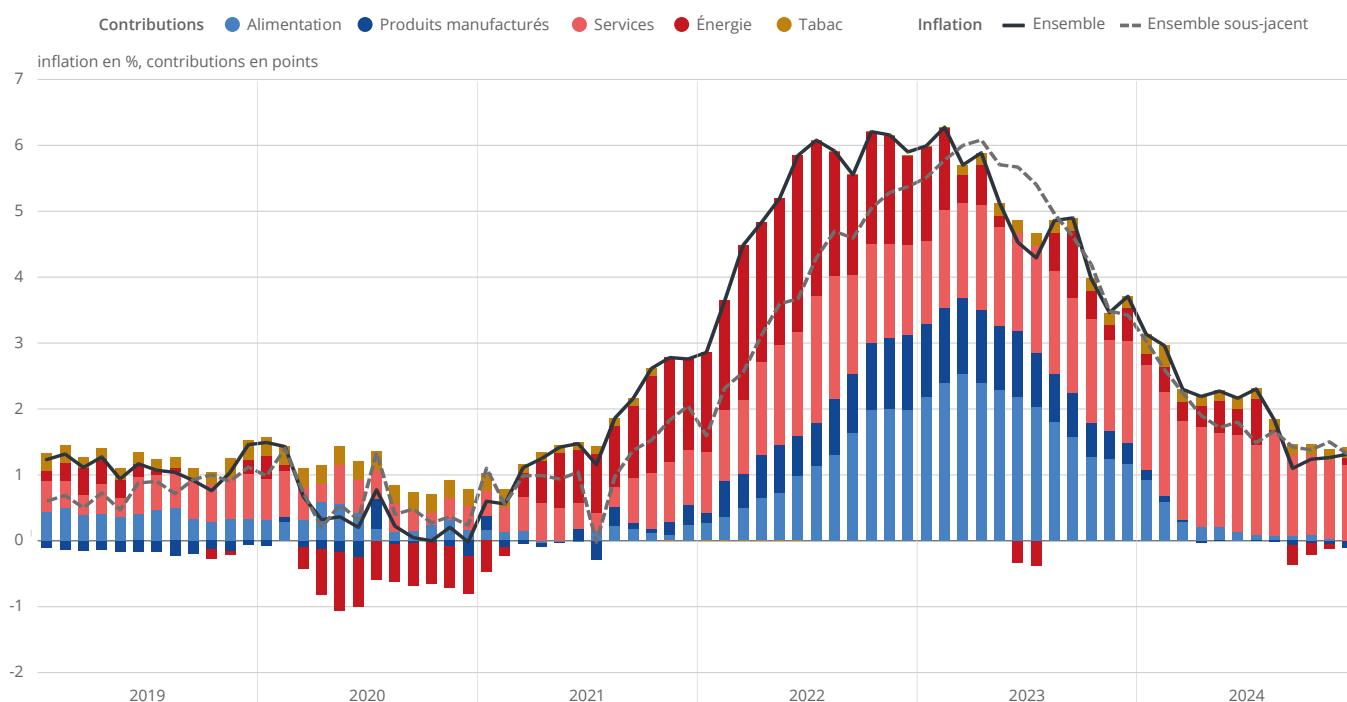
► 4. Contributions à la croissance du PIB depuis 2019 dans les principales économies de la zone euro



Lecture : En Allemagne, l'activité a progressé de 0,2 % entre 2019 et 2024. Le commerce extérieur a contribué à cette croissance à hauteur de -2,1 points.

Source : Eurostat.

► 5. Inflation en France et contributions par poste



Lecture : En décembre 2024, l'inflation d'ensemble s'établit à 1,3 % sur un an. Les services contribuent pour +1,2 point à l'inflation d'ensemble.

Source : Insee.

L'inflation reflue, le pouvoir d'achat accélère soutenu par les prestations sociales

Le glissement annuel des prix à la consommation en France, après être resté sur un plateau autour de +6 % en 2022 pendant près d'un an, a nettement reflué en 2023 et début 2024. Il s'est stabilisé au printemps 2024, oscillant entre +2,2 % et +2,3 % entre mars et juillet, avant de repartir à la baisse durant l'été, du fait du reflux de l'inflation énergétique et des services, notamment dans les télécommunications ► **figure 5**. En fin d'année, l'inflation s'établissait à +1,3 % sur un an. En moyenne annuelle en 2024, elle est tombée à +2,0 %, après +4,9 % en 2023 et +5,2 % en 2022.

En ce qui concerne les rémunérations, le salaire moyen par tête (SMPT) dans les branches marchandes non agricoles et le salaire mensuel de base (SMB, qui correspond à la composante sous-jacente du SMPT, à côté de la composante conjoncturelle affectée notamment par les versements de prime et les heures supplémentaires) ont nettement décéléré en 2024, avec la prise en compte du reflux de l'inflation dans les négociations salariales : +2,9 % pour le SMB (après +4,3 % en 2023) et +2,6 % pour le SMPT (après +4,1 %). Ce ralentissement est toutefois moins marqué que celui des prix, si bien que les salariés ont regagné du pouvoir d'achat après deux années de

baisse. Le SMB réel a ainsi progressé de 0,9 % en 2024, le SMPT réel de 0,6 %.

En 2024, le revenu disponible brut (RDB) de l'ensemble des ménages progresse de +4,8 % en euros courants et le pouvoir d'achat du revenu disponible accélère : +2,6 %, après +0,8 % en 2023 ► **figure 6**. Les prestations sociales en espèces sont le premier facteur de hausse, en contribuant pour 2,2 points à la hausse du revenu. Ce dynamisme repose largement sur les prestations retraite, qui augmentent de nouveau fortement. Les revenus d'activité nets contribuent pour 1,7 point à la hausse du revenu. Les revenus du patrimoine (corrigés de l'effet des SIFIM¹) contribuent pour 1,2 point à la hausse du pouvoir d'achat, malgré un ralentissement. Enfin, les montants d'impôts collectés sur le revenu et le patrimoine augmentent de 2,7 %, après +2,2 % en 2023.

La consommation accélère mais le taux d'épargne continue d'augmenter

La consommation des ménages accélère en 2024 (+1,0 % en volume après +0,6 % en 2023), mais progresse moins rapidement que leur pouvoir d'achat, si bien que le taux d'épargne des ménages augmente à 18,2 %, après 17,0 %, et reste à un niveau nettement plus élevé que sa moyenne entre 2009 et 2019.

La consommation en biens se replie de nouveau, mais moins fortement qu'en 2023 (-0,2 % après -1,7 %). Après deux années de net recul du fait de l'inflation, la consommation en produits alimentaires (hors tabac) tend à se stabiliser (-0,3 %, après -3,0 % en 2022 et 2023). Également très marquée par l'inflation, la consommation en biens énergétiques rebondit modérément en 2024, principalement du fait de la consommation en produits raffinés, dont les prix reculent légèrement en 2024. À l'inverse, la consommation de biens fabriqués marque le pas, pénalisée par un léger recul des achats de voitures après une forte hausse en 2023.

La consommation en services augmente de 2,2 % en 2024, soit un rythme proche de celui de l'année précédente (+2,6 %). Elle est dynamisée par les dépenses en services de loisir, avec notamment les achats de billets pour les Jeux Olympiques et Paralympiques. À l'inverse, les dépenses en services de transport et en hébergement-restauration ralentissent. Enfin, les dépenses des touristes étrangers en France ont été plus dynamiques que celles des Français à l'étranger, probablement portées par la tenue des Jeux.

¹ Les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) correspondent à la marge de taux d'intérêt sur les dépôts et sur les prêts des clients bancaires. L'imputation de SIFIM affecte le revenu disponible brut des ménages, ainsi que leur prix à la consommation, mais l'effet global est négligeable sur le pouvoir d'achat.

L'investissement se replie

En 2024, l'investissement diminue de 1,1 % en volume, après +0,4 % en 2023. L'investissement des ménages est en net recul pour la troisième année consécutive (-5,4 %), entraîné par la baisse de l'investissement en construction et par celle des achats de biens immobiliers. L'investissement des entreprises non financières se contracte (-2,2 %), contraint notamment par le renchérissement du coût du crédit. L'investissement des entreprises non financières en biens d'équipement chute (-10,4 %), tout comme l'investissement en construction (-5,8 %). L'investissement en services marchands ralentit (+2,4 %). En revanche, l'investissement public est de nouveau en hausse, progressant de 4,8 % en 2024, après +5,5 % en 2023. Il est porté par l'investissement des collectivités locales, en particulier des communes.

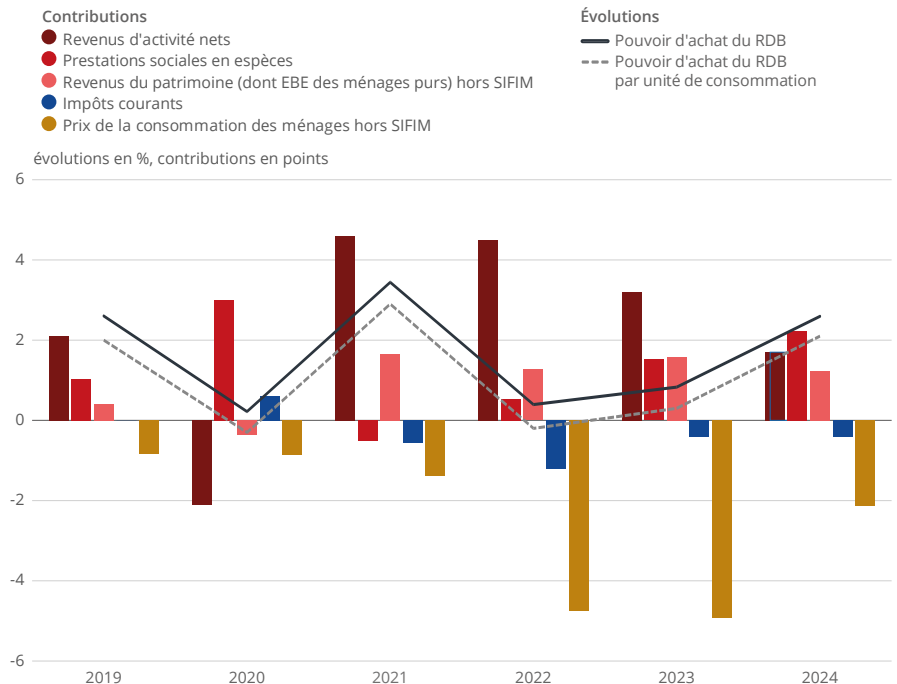
Au total, l'investissement en construction est en baisse de 1,5 % sur l'année. L'investissement en biens se replie de 2,9 %, pénalisé par la chute de l'investissement en biens d'équipement. En revanche, l'investissement en services d'information-communication augmente de 4,2 % après +6,0 % en 2023, notamment en services informatiques.

Le commerce extérieur soutient la croissance

En 2024, les exportations en volume restent dynamiques (+2,5 % comme en 2023), tandis que les importations se replient franchement (-1,2 %, après -0,3 % en 2023). De ce fait, les échanges extérieurs contribuent fortement à la croissance de l'activité en 2024, à hauteur de +1,3 point de PIB ► **figure 7**. Cette amélioration provient à la fois de l'énergie, des biens et des services. Les importations énergétiques reculent, principalement en gaz et en pétrole brut. Les importations de biens fabriqués se replient (-2,3 %). Les exportations de biens fabriqués fléchissent de 0,1 %. Du côté des services, les exportations accélèrent nettement (+4,1 %, après +0,1 % en 2023), tandis que les importations marquent le pas (+0,4 % après +8,8 %).

Clément Bortoli (Insee)

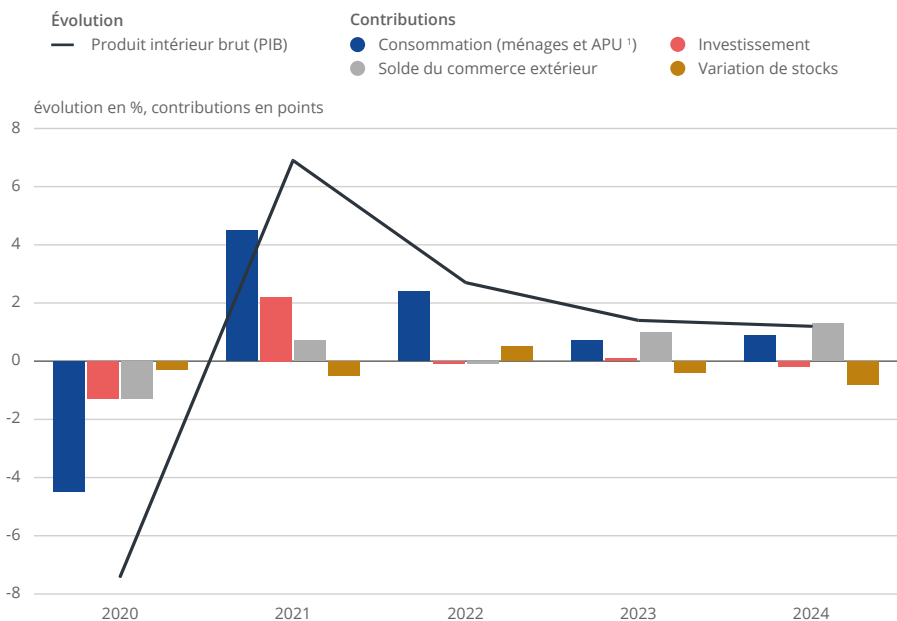
► 6. Contributions à l'évolution du revenu disponible brut (RDB) des ménages hors effet des SIFIM et évolution annuelle du pouvoir d'achat du RDB des ménages



Lecture : En 2024, les revenus du patrimoine (hors effet SIFIM) contribuent pour +1,2 point à l'évolution du revenu disponible brut (RDB) hors effet SIFIM.

Source : Insee, comptes nationaux.

► 7. Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



¹ Administrations publiques.

Lecture : En 2024, la croissance du PIB est de 1,2 %. La consommation des ménages et des APU contribue pour 0,9 point à cette croissance.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2020.